

PRISE EN CHARGE DES CANCÉREUX

Vers des conventions avec des cliniques privées

Le ministère de la Santé envisage des conventions avec des cliniques privées pour la prise en charge thérapeutique médicale des cancéreux. C'est ce qu'a annoncé le directeur général des services de santé hier, sur les ondes de la radio Chaîne III.

Rym Nasri - Alger (Le soir) - Le professeur Elaarbi Abide affirme que la prise en charge des cancéreux est extrêmement lourde. «La thérapie médicale des cancéreux est à la charge de l'Etat parce que le malade ne pourra pas supporter les frais», dit-il. Il a cependant reconnu le retard enregistré en matière de radiothérapie. La raison pour laquelle une forte pression est d'ailleurs exercée sur le centre anticancéreux Pierre et Marie Curie à Alger. Pourtant, «le centre travaille sans relâche avec trois équipes en rotation», précise-t-il. Le directeur général des services de santé souligne à cet effet, le renforcement des centres anticancéreux publics par les centres privés ainsi que ceux des hôpitaux militaires.

«Nous collaborons déjà avec l'hôpital de Aïn Naâdja. Des conventions seront signées avec les hôpitaux militaires d'Oran et de Constantine pour la prise en charge de nos malades, en attendant la réalisation et la réception de nos centres anticancéreux», explique-t-il encore.

Une démarche qui, selon lui, permettra de diminuer la pression sur les centres de cancérologie.

S'agissant des urgences médico-chirurgicales, l'invité de la radio évoque un audit confié à Général Electric, il y a un mois, pour «analyser» le service de l'hôpital



Une forte pression est exercée sur le centre Pierre et Marie Curie.

Mustapha Bacha. «Nous allons voir comment adapter les propositions de l'audit et faire de Mustapha-Pacha un hôpital pilote. Ces propositions seront par la suite déployées à d'autres hôpitaux,

notamment ceux du Nord», a-t-il indiqué.

Quant aux établissements hospitaliers du sud du pays, le P^r Elaarbi Abide révèle que le département de la santé a fait appel au

ministère de la Défense nationale. Une collaboration qui vise éventuellement «le transport des malades par voie aérienne».

L'intervenant a souligné par ailleurs, le manque flagrant de CHU dans les grandes villes. «A l'exception du CHU d'Oran qui a été construit avec une visée d'enseignement, les CHU existants ne sont que des hôpitaux qui ont été adaptés à cette activité universitaire», dit-il. Il rappelle ainsi que six CHU sont inscrits dans les villes du Nord, notamment à Annaba, Constantine, Tizi Ouzou, Tlemcen et Alger et trois autres dans les villes du Sud, Laghouat Ouargla et Béchar.

«Ces CHU seront des hôpitaux d'une capacité qui varient entre 500 à 700 lits et seront dotés de nouvelles technologies», ajoute-t-il.

R. N.

DES MESURES POUR UN AÏD SANS KYSTE

Les consignes du ministère de l'Agriculture seront-elles suivies sur le terrain ?

Comme chaque année, à l'approche de la fête de l'Aïd El Adha, le ministère de l'Agriculture, prend un certain nombre de mesures, notamment sur le plan sanitaire, en fixant les lieux de rassemblement et de vente des animaux. Mais il se trouve que cette opération reste très peu suivie sur le terrain.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Dans un communiqué rendu hier public, le ministère de l'Agriculture informe que toutes les dispositions ont été prises pour que cet événement se déroule dans les meilleures conditions.

En plus «des services vétérinaires, relevant des wilayas pourvoyeuses de cheptel, notamment les wilayas steppiques, qui délivrent des certificats de bonne santé devant accompagner les animaux lors de leurs déplacements», l'opération «Aïd sans kyste» est ainsi relancée avec un certain nombre de mesures, dont «la fixation au préalable par arrêté de wilaya, des différents lieux de rassemblement et de vente d'animaux, avec la mise en place d'un réseau d'information efficace est nécessaire pour mieux sensibiliser les citoyens».

Aussi, est-t-il noté dans le communiqué, «l'organisation d'émissions radiophoniques et télévisées, en y incluant les radios locales pour assurer une large diffusion des messages de sensibilisation est souhaitée». Mais il se trouve que ces consignes restent très peu suivies sur le terrain par les autorités publiques. La preuve : chaque année les points de vente clandestins, sur les trottoirs, dans les locaux et sur des terrains vagues se multiplient.

Des endroits où les services vétérinaires ne peuvent, généralement, pas intervenir pour s'assurer de la bonne santé des animaux et lutter contre les kystes qui gâchent souvent cette fête sacrée.

Par ailleurs, le communiqué fait savoir que «le jour de l'Aïd, tous les établissements d'abattage, répartis sur l'ensemble du territoire national, seront ouverts pour inciter les citoyens à sacrifier leurs animaux dans une enceinte conforme et contrôlée».

De même que «des permanences seront effectuées par les services vétérinaires de wilaya au niveau des APC et des lieux d'abattage ; et des brigades mobiles composées de vétérinaires et de techniciens effectueront des tournées dans les différents lieux susceptibles d'abriter des abattages notam-



Toutes les dispositions sont prises pour que l'Aïd se déroule dans de bonnes conditions.

ment en milieu rural, pour contrôler et répondre aux besoins et aux sollicitations des citoyens».

Autre mesure importante, et qui répond à un souci de respect de l'hygiène et de la santé publiques, les services de voirie de

wilaya ont été instruits, précise le communiqué de récupérer les carcasses et organes saisis ainsi que les détritiques (paille, cornes, onglons, bouse...) et les acheminer vers des lieux d'enfouissement ou d'incinération.

M. M.

SÉCURITÉ AU NIVEAU DES STADES

La DGSN définit les responsabilités

Selon le contrôleur de police et directeur de la sécurité publique, Aïssa Naili, la DGSN a mis à la disposition des présidents de clubs deux agents de police en vue de coordonner les actions dans le cadre de la sécurisation des stades et la sensibilisation des supporters. L'officier a rappelé en outre que l'accueil et la sécurité au niveau des stades incombaient aux dirigeants de ces structures.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Lors d'une conférence de presse tenue hier, l'officier a évoqué le redéploiement des forces de police sur le terrain et la multiplication des actions pour la rentrée sociale. Il s'agit notamment de la problématique des matchs de football et plus spécialement les derbys et des actes de violences qui jalonnent ces activités sportives. L'officier dira à ce propos que les clubs doi-

vent aussi fournir des efforts en vue d'aider les services de police à maîtriser la sécurité lors des matchs.

Le contrôleur de police notera de ce fait que les services de police ont été les premiers à dire que la responsabilité de sécurisation des enceintes sportives relevait de leurs dirigeants. C'est à ces derniers d'assurer la surveillance et d'assurer les conditions d'accueil

et de sécurité, a également précisé l'intervenant. «Nous continuerons à assurer la sécurité dans les enceintes sportives», a en outre déclaré l'officier. Selon le représentant de la DGSN, le travail demandé à la police «est quasi impossible, quand il s'agit de contrôler l'entrée des mineurs et l'introduction des armes blanches dans les stades». Il lancera ainsi un appel aux parents d'enfants mineurs pour qu'ils empêchent ces derniers d'aller aux stades sans accompagnateurs.

La direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a présenté son programme d'action pour la rentrée scolaire écoulée ainsi qu'un bilan de la saison estivale.

Ainsi et pour l'officier, il est urgent de mettre un frein aux accidents de la route en général et aux abords des établissements scolaires en particulier. Il incitera de ce fait aussi bien les associations de parents d'élèves que les parents à sensibiliser leurs enfants sur ce fléau. L'officier citera ainsi les statistiques de l'année 2012 et évoquera le chiffre alarmant de 68 morts en zones urbaines. Il s'agit, selon le responsable, d'enfants en âge de scolarité dont l'âge varie entre 5 et 16 ans. Ainsi un plan d'action a été décidé avec les collectivités locales.

Les actions sur le terrain selon l'officier ont été lancées le 8 septembre jour de la rentrée et concer-

nent notamment les mesures de prévention dans les zones d'activité scolaire. «Cette campagne n'est pas conjoncturelle et sera maintenue jusqu'à la fin de l'année scolaire», a aussi assuré le contrôleur de police.

La campagne en question sous le thème «Automobilistes, un ralentissement avant, vaut mieux qu'un drame après» vise également à inculquer les règles de civisme aux automobilistes et aux usagers de la route, a assuré l'intervenant.

S'agissant des enlèvements d'enfants, l'officier a précisé que le phénomène n'était pas préoccupant du fait de la rareté des cas enregistrés.

F-Z.B.